

La France a une dette de 2 813 milliards d'euros

Vrai. La dette de l'État, des collectivités locales et de la Sécu pèse 2 813 milliards d'euros en 2021, révèle l'Insee. Soit une hausse de 165 milliards par rapport à 2020. Mais cette augmentation est à nuancer. Car la dette se calcule en pourcentage de la richesse produite en une année (le « Pib », Produit intérieur brut). Comme l'activité s'est envolée de 7 % l'an dernier, la dette a diminué de deux points par rapport au Pib. Elle atteint quand même 113 % de la richesse produite : 15 points de plus qu'avant le Covid-19.

L'État a moins de recettes

Faux. La croissance record l'an dernier a fait entrer 70 milliards de recettes fiscales supplémentaires dans les caisses. Cela a porté le total des ressources de la sphère publique à 1 315 milliards. Mais les dépenses (1 476 milliards) ont, elles aussi, progressé. « **Les rémunérations accélèrent de nouveau (+ 8 milliards),** » écrit l'Insee. « **Avec notamment la première année pleine des revalorisations du Ségur de la santé.** » L'Institut mentionne également les dépenses de lutte contre le Covid ou de soutien aux entreprises.

La charge d'intérêts augmente

Vrai. La France a payé 38 milliards d'intérêts l'an dernier, soit 5 milliards de plus qu'en 2020. Cela s'explique par le retour de l'inflation. « **10 % de la dette sont indexés sur l'inflation. Quand elle grimpe, la charge d'intérêts s'accroît** », » indique François Escalle, spécialiste des finances publiques.

L'inflation n'a que des effets négatifs

PUBLICITÉ ▾



**L'OFFRE
À NE PAS RATER**

ASPIRATEUR ROBOT CONNECTE 2 EN 1 THOMSON
Robot connecté wifi avec application Thomson smart link

J'en profite

Inspired by  inwibee

Faux. Dans un premier temps, l'inflation augmente les recettes de l'État, la TVA par exemple. « **La hausse des prix a aussi tendance à grossir le Produit intérieur brut, donc à réduire la dette en pourcentage du Pib** », poursuit l'animateur du site Fipeco. Mais à moyen terme, elle risque d'affecter le taux d'emprunt de l'État. « **Si l'inflation est trop élevée, la Banque centrale européenne peut souhaiter calmer la surchauffe,** » analyse François Ecalle. « **Et donc agir pour accroître les taux d'intérêt.** » Cela risque de renchérir les taux exigés par les créanciers de la France. Après trois années autour de zéro voire négatifs, les taux à dix ans grimpent. Ils sont à 1 % aujourd'hui.